

Brochure n° 3218

Convention collective nationale

IDCC : 1261. – **ACTEURS DU LIEN SOCIAL ET FAMILIAL**
(Centres sociaux et socioculturels,
associations d'accueil de jeunes enfants,
associations de développement social local)

AVENANT N° 04-18 DU 1^{ER} FÉVRIER 2018
RELATIF À L'OUVERTURE DU CHAMP D'APPLICATION
DE LA CONVENTION COLLECTIVE

NOR : ASET1850351M

IDCC : 1261

Entre :

SNAECSO,

D'une part, et

FSS CFDT ;

USPAOC CGT ;

CFTC santé sociaux,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le secteur de l'économie sociale et solidaire ayant été consacré par la loi du 31 juillet 2014 n° 2014-856, il était important pour les partenaires sociaux de la branche professionnelle des acteurs du lien social et familial de reconnaître les entreprises de l'économie sociale et solidaire dans le champ d'application de la convention collective. Ainsi, cet avenant a pour objet d'ouvrir le champ d'application à la fois aux entreprises visées par la loi du 31 juillet 2014 et aux espaces de vie sociale.

Dans la mesure où ce présent accord modifie le champ d'application de la convention collective, il n'y a pas lieu de différencier les entreprises par taille. En effet, le champ d'application doit s'appliquer à toutes les entreprises définies dans ce champ indépendamment du nombre de salariés équivalent temps plein, il n'y a donc pas lieu de prévoir des dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés dans le cadre d'accord type.

Article 1^{er}

Champ d'application

L'article 1.1 « principe » du préambule de la convention collective est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.1

Principe

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire national, y compris les départements et régions d'outre-mer, les rapports entre les employeurs et les salariés des associations et organismes de droit privé sans but lucratif ainsi que des entreprises de l'économie sociale et solidaire visées aux articles 1 et 2 de la loi du 31 juillet 2014 n° 2014-856, quelle qu'en soit la forme juridique, qui exercent à titre principal des activités :

- d'accueil et d'animation de la vie sociale et/ou ;
- d'interventions sociales et/ou culturelles concertées et novatrices et/ou ;
- d'accueil de jeunes enfants ⁽¹⁾ ;

Ces activités peuvent se caractériser par :

- leur finalité de développement social participatif ;
- leur caractère social et global ;
- leur ouverture à l'ensemble de la population ;
- leur vocation familiale et plurigénérationnelle ;
- leur organisation dans le cadre de l'animation globale.

Entrent notamment dans le champ d'application :

Les organismes de type centres sociaux et socioculturels agréés ou pouvant être agréés au titre de la prestation de service « animation globale et coordination » par les caisses d'allocations familiales, ainsi que leurs fédérations, regroupements, centres de gestion et de ressources.

Les organismes de type espace de vie sociale agréés ou pouvant être agréés au titre de la prestation de service « animation locale » versée par les caisses d'allocations familiales.

Les organismes d'accueil de jeunes enfants de moins de 6 ans visés aux articles R. 2324-16 et suivants du code de la santé publique ainsi que leurs fédérations et regroupements, centres de gestion et de ressources.

Les activités de ces organismes sont en général, répertoriées à la nomenclature d'activités et produits sous les codes 88.99A, 88.99B, 88.91A, 94.99Z, 79.90Z, 90.04Z, 94.12Z, 93.29Z ainsi que leurs fédérations et regroupements, centres de gestion et de ressources ».

Article 2

Effet et durée

Le présent avenant est à durée indéterminée.

Sauf opposition majoritaire exprimée dans les conditions légales et réglementaires, le présent avenant s'appliquera ainsi à l'ensemble de la branche professionnelle au premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

(1) À l'exclusion des entreprises qui appliquent la convention collective du 26 août 1965 des établissements de soins, de cure et de prévention pour enfants (arrêté du 16 septembre 2009, article 1).

Dans les conditions fixées par les articles L. 2261-15, L. 2261-24 et L. 2261-25 du code du travail, les signataires en demandent l'extension.

Fait au Kremlin-Bicêtre, le 1^{er} février 2018.

(Suivent les signatures.)